



© Atelier J.P. POTIER

**Doctrine**

<b>LES BREVETS DE LOGICIELS : LE DÉBAT RELANCÉ À TRAVERS L'AFFAIRE BRITISH TELECOM</b>	<b>4</b>
par Laurence Tellier-Loniewski, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>LA DÉCLARATION ÉLECTRONIQUE ET LE TÉLÉRÈGLEMENT OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRISES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MAI 2001</b>	<b>9</b>
par Éric Boulanger, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>LA PLACE DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DANS LES ACTES DE PROCÉDURE</b>	<b>12</b>
par Alain Blanchot, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>UNE SIGNATURE NUMÉRIQUE INSATISFAISANTE EST-ELLE ENCORE UNE SIGNATURE ?</b>	<b>12</b>
par Daniel Guinier, expert judiciaire	
<b>L'OBLIGATION D'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ PRODUITE PAR COGÉNÉRATION : LA RÉFORME DE L'AN 2000</b>	<b>20</b>
par Sylvain Martin, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	

**Dossier  
 spécial Internet**

<b>L'ACTUALITÉ SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA PROCÉDURE ICANN DE RÈGLEMENT DES LITIGES RELATIFS AUX NOMS DE DOMAINE</b>	<b>22</b>
par Marie-Émmanuelle Haas, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>LA VENTE DE MÉDICAMENTS ET INTERNET</b>	<b>25</b>
par Anne-France Godet, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>L'INTERNET ET LES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION</b>	<b>29</b>
par Éric Barbry, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	
<b>LES RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LA RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE SUR INTERNET</b>	<b>34</b>
par Anne Cousin, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris	

**Jurisprudence**

<b>ASSURANCES TERRESTRES</b>	<b>39</b>
Assurance de responsabilité professionnelle – Sociétés d'informatique – Dénonciation du contrat par l'assureur en raison du passage à l'an 2000 – Privation de garantie compromettant l'activité de l'assuré – Dommage imminent – Mesure conservatoire – Prorogation des effets du contrat – Fixation d'un terme à la mesure	
(Note Jean-François Forgeron et Benjamin Amaudric du Chaffaut) Cass. 1 <sup>re</sup> civ., 7 novembre 2000	
<b>PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE</b>	<b>41</b>
Infraction et sanctions – Contrefaçon – Éléments constitutifs – Jeux vidéo – Originalité	
(Note Benoît de Roquefeuil) Cass. crim., 21 juin 2000	

**Sommaires  
 de jurisprudence annotés des Cours et Tribunaux**

<b>ÉLECTRICITÉ</b>	<b>44</b>
E.D.F. – Contrats avec les producteurs autonomes – Conditions générales d'achat d'électricité	
C.E., 4 juin 1999	
<b>TRAVAIL</b>	<b>44</b>
Licenciement – Faute grave – Violation du secret bancaire – Modes de preuve – Système d'espionnage électronique – Licéité	
Cass. soc., 18 juillet 2000	



<b>CONCURRENCE DÉLOYALE</b>	<b>45</b>
Télécommunications – Téléphonie mobile – Internet – Opérateur – France Télécom – Technologie WAP – Conseil de la concurrence C. Paris (1 <sup>re</sup> ch.), 13 juillet 2000	
<b>IMPÔTS DIRECTS</b>	<b>47</b>
Bénéfices industriels et commerciaux – Exonération – Créateur de logiciels – Créateurs et distributeurs de matériel informatique C. Paris (2 <sup>e</sup> ch.), 12 octobre 1999	
<b>IMPÔTS DIRECTS</b>	<b>47</b>
Bénéfices industriels et commerciaux – Logiciel – Logiciel de gestion – Crédit d'impôt recherche – Expertise – Développement expérimental C. Lyon (2 <sup>e</sup> ch. B), 10 novembre 1999	
<b>PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE</b>	<b>48</b>
Droit d'auteur – Cession – Site Web – Rémunération forfaitaire – Exception d'incompétence – Référés – Responsabilité quasi-délictuelle Trib. gr. inst. Paris (ord. réf.), 27 septembre 2000	
<b>INFORMATIQUE</b>	<b>49</b>
Contrefaçon – Piratage – Antivirus – Responsabilité pénale – Personne morale – Condamnation – Préjudice Trib. gr. inst. Créteil, 19 octobre 2000	
<b>MARQUE</b>	<b>50</b>
Internet – Site web – Référencement – Base de données – Protection – Contrefaçon – Article L. 716-6 du C.P.I. Trib. gr. inst. Lille (ord. réf.), 11 juillet 2000	
<b>CONCURRENCE DÉLOYALE</b>	<b>50</b>
Télécommunications – Internet – ADSL – Fournisseur d'accès – France Télécom – Suspension de l'offre Cons. concurr., 23 juin 1999	

<b>Base de vues juridiques – Alain Bensoussan</b>	<b>52</b>
---	-----------

## INDICE CONSTRUCTION ET URBANISME

Indice du coût de la construction du 4<sup>e</sup> trimestre 2000 : 1127  
(JO du 15 avril 2001)

## RENDEZ-VOUS

**Le juge non professionnel des juridictions civiles, commerciales et sociales. Juge citoyen : quel avenir ?**  
(Rouen – 4 mai 2001)

La Cour d'appel de Rouen, avec le concours du CRFPA de Rouen, l'Ordre des avocats de Rouen, la Chambre des avoués près la Cour d'appel de Rouen, l'École nationale de la magistrature, la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion de l'Université de Rouen, et la Gazette du Palais, organise le vendredi 4 mai prochain un colloque sur le thème : "Le juge non professionnel des juridictions civiles, commerciales et sociales. Juge citoyen : quel avenir ?".

Colloque placé sous le Haut patronage de Madame la garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Renseignements et inscriptions : Secrétariat commun des chefs de Cour, Cour d'appel de Rouen 36, rue aux Juifs 76037 Rouen cedex.

Tél. : 02 32 08 21 20 / Fax : 02 32 08 21 01

Entrée libre (inscription préalable nécessaire).